



employeurs, différemment

Positionnement de Nexem : la situation politique de l'été 2024

Notre pays traverse une crise politique et sociale dramatique. Face à des pouvoirs publics qui ne parviennent pas à prendre en considération l'ampleur des effets des profondes mutations sociétales en cours, **les citoyens, depuis déjà trop longtemps, ne trouvent plus de réponses ajustées à leurs inquiétudes et leurs attentes**. La période électorale exceptionnelle qui vient de s'ouvrir ne fait qu'exacerber cette distance, aggravant les tensions et les fractures.

Dans ce contexte, là où la différence devrait être érigée en richesse, elle est au contraire réduite à une menace et un risque. Là où la vulnérabilité devrait être appréhendée et acceptée comme part indépassable de notre humanité, elle est présentée comme une faiblesse et est à ce titre niée ou combattue. **Là où la solidarité devrait être le ciment invoqué par tous pour répondre à la crise qui vient de s'aggraver, elle est furieusement absente des programmes des candidats censés la maîtriser.**

Dans les débats de ces derniers jours, ni société inclusive, ni ambition pour le secteur du handicap, pas de proposition pour accueillir les plus démunis, pas de priorité accordée à l'enfance en danger, pas de loi « grand âge », pas d'accompagnement à domicile. Tous les enjeux du secteur sanitaire, social et médico-social, soulignés il n'y a pas si longtemps par la plupart des partis politiques, disparaissent dans le récit médiatique : **les défis sociétaux s'effacent devant les jeux politiques**, confrontant les citoyens à un choix électoral qui pourrait être ravageur pour notre pays.

A l'heure où les politiques de solidarités sont déjà mises à mal, où les professionnels du secteur sanitaire, social et médico-social se retrouvent à bout de souffle, où les structures sont en péril, **nous ne fléchissons pas et réaffirmons ici notre engagement en faveur d'une société de la solidarité**, à l'écoute de l'autre et qui accompagne avec bienveillance les plus vulnérables.

L'année dernière, l'utilisation à répétition du 49.3 nous avait déjà privé d'un débat démocratique pour une politique de solidarité à la hauteur des besoins. Aujourd'hui, **des délais impossibles stérilisent la campagne électorale** et dévitalisent ce même débat.

Il n'est pas possible de s'en contenter, il n'est pas question de s'en satisfaire. Plus que jamais, Nexem va continuer de se battre pour promouvoir le « vivre ensemble » et les valeurs de la république.

Tout d'abord en maintenant la pression sur les pouvoirs publics pour une réelle mise en œuvre des décisions budgétaires déjà actées. Trop souvent nous constatons de forts décalages entre les arbitrages effectués, notamment en termes de



employeurs, différemment

revalorisations salariales, et le financement des mesures qui en découlent, forçant certaines associations à jouer le rôle de variable d'ajustement sur leurs fonds propres, au risque de leur mise en péril.

En multipliant ensuite les rencontres avec les responsables politiques nationaux pour les contraindre à se positionner sur les enjeux de la solidarité et les convaincre de la nécessité d'inscrire cette thématique dans leur programme.

En contribuant enfin aux débats en faisant des propositions concrètes et ambitieuses, avec de premières propositions dans les semaines à venir en faveur d'une refondation du système de financement et de gouvernance des politiques sociales et médico-sociales afin qu'il réponde réellement à la multiplication et à la complexification des besoins.

Dans ce contexte électoral exceptionnel, le danger est de s'épuiser à la seule vigilance vis-à-vis de dérives populistes mortifères, d'où qu'elles viennent, et d'en oublier l'ambition d'un monde plus équitable et plus solidaire.

Toute crise est un risque et une opportunité. Depuis toujours, pour Nexem, il s'agit d'appréhender en toute responsabilité le premier pour saisir avec conviction la seconde.